

5 février 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans "Politique internationale" du 5 février 2012, sur les grands dossiers de politique étrangère notamment la situation dans les pays arabes, les pays du G20 face à la crise économique, l'Afghanistan et la construction européenne.

Politique Internationale Monsieur le Président, quelle est celle de vos initiatives diplomatiques qui vous inspire le plus de satisfaction, voire de fierté ?

Nicolas Sarkozy Ce n'est pas en ces termes que se pose la question. Le sentiment de fierté personnelle ne doit jamais être le moteur de l'action et encore moins son critère d'évaluation. On n'agit pas pour se sentir fier. On agit pour être utile aux intérêts de son pays, pour promouvoir ses valeurs et pour apporter des réponses aux problèmes et aux défis du monde. De ce point de vue, je crois que l'action internationale que j'ai menée au nom de la France, et que nous continuons de mener avec François Fillon et Alain Juppé, a été utile.

Elle l'a été quand nous avons sorti l'Europe de l'impasse de la Constitution européenne grâce au traité simplifié, qui a permis de réformer les institutions de l'Union européenne après dix années de débats infructueux.

Elle a été utile en réunissant, en octobre 2008, le premier sommet de la zone euro de l'Histoire afin d'adopter une réponse européenne commune face à la crise qui menaçait de porter tout le système bancaire mondial. Puis lorsque nous avons convaincu nos partenaires européens de mettre enfin en place le véritable gouvernement économique dont l'Europe et la zone euro avaient tant besoin et lorsque nous les avons convaincus, aussi, de renforcer l'intégration des pays membres de la zone euro.

Elle l'a été en proposant au monde le G20, qui a permis d'apporter une réponse concertée et coordonnée à la plus grave crise depuis la Grande Dépression de 1929. Cette action a été utile, aussi, en faisant de la France, au sein du G20, le pays le plus engagé en faveur de la moralisation du capitalisme, ce qui a permis des avancées sans précédent en matière de régulation, qu'il s'agisse de la lutte contre les paradis fiscaux, de l'encadrement des bonus, ou encore de la surveillance des entités qui échappaient jusque-là à tout contrôle, comme les hedge funds.

Elle l'a encore été lorsque, présidant le G20 en 2011, notre pays a mis sur la table des sujets essentiels, que personne n'avait voulu aborder jusque-là : la réforme du système monétaire international et la sécurité alimentaire et la lutte contre la volatilité excessive des prix des matières premières agricoles et ou encore lorsque nous avons placé pour la première fois la dimension sociale de la mondialisation au cœur des travaux du G20.

Elle a été utile lorsque, exerçant la présidence de l'Union européenne, la France est intervenue à l'été 2008 pour faire cesser la guerre entre la Russie et la Géorgie. Ce qui a permis de préserver l'indépendance de cette jeune démocratie.

Utile, aussi, quand nous avons aidé nos amis libanais à sortir de l'impasse politique et quand nous avons aidé à mettre fin à la crise de Gaza début 2009 et ou quand nous avons défendu la

démocratie ivoirienne et protégé le peuple ivoirien après le refus de Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite électorale.

Utile, encore, lorsque nous avons sauvé in extremis la population de Benghazi du bain de sang que Kadhafi lui avait promis et assumé le leadership de l'opération internationale qui a aidé le peuple libyen à briser les chaînes de 42 années de dictature et lorsque nous avons mobilisé la communauté internationale dans le soutien aux « printemps arabes » en lançant le Partenariat de Deauville durant notre présidence du G8.

Je pourrais encore vous parler du rôle moteur de la France dans la lutte contre le réchauffement climatique, avec l'adoption par les 27 pays de l'Union européenne du paquet « énergie-climat », qui est aujourd'hui le seul plan complet et cohérent qui soit juridiquement contraignant

P. I. Si vous pouviez remonter le temps, y a-t-il une action que vous auriez conduite différemment ?

N. S. En politique, il est essentiel de savoir tirer les leçons, il faut se méfier des évidences a posteriori et de ces vérités tellement aveuglantes après coup que personne n'avait pensé à les prédire.

Comprenez-moi bien : je ne dis pas qu'aucune erreur n'a été commise qui n'en fait pas ? et je ne dis pas qu'il n'y a pas des choses que nous aurions pu, ou dû, faire différemment. Lorsqu'on exerce ces fonctions pendant les cinq ans d'un mandat présidentiel, confronté aux crises et aux épreuves, inévitablement on change, on apprend, on évolue dans son approche des problèmes.

Mais, lorsqu'on regarde les choses rétrospectivement, il faut toujours se rappeler dans quelles circonstances et avec quels objectifs telle ou telle décision a été prise.

Prenez l'exemple de la venue de Kadhafi à Paris. Cette visite a été critiquée. On me la reprochait. Pourtant, à l'époque, il y avait un consensus international pour considérer qu'il fallait dialoguer avec la Libye. Une Libye qui avait abandonné ses programmes d'armes de destruction massive, renoncé au terrorisme et accepté d'en indemniser les victimes. C'est aussi ce dialogue qui a permis la libération des cinq infirmières bulgares et du médecin palestinien qui avaient été condamnés à mort pour des crimes qu'ils n'avaient pas commis.

Et cela n'a pas empêché la France d'être la première à envoyer ses avions arrêter les chars de Kadhafi qui menaçaient la population de Benghazi de « rivières de sang ».

P. I. De la même manière, on vous a reproché d'avoir tendu la main à Bachar al-Assad en 2008. Avec le recul, regrettez-vous ce geste ?

N. S. Le dialogue que nous avons renoué avec la Syrie était là encore un dialogue exigeant, conditionné par l'obtention d'avancées concrètes, en particulier sur le dossier libanais. C'est d'ailleurs parce que je ne voyais aucun progrès significatif que j'avais décidé, en décembre 2007, de mettre fin à ce rapprochement avec Damas. Et ce n'est que lorsque les choses ont réellement avancé sur le dossier libanais et que les attentats au Liban ont cessé que nous l'avons repris. Aurait-on pu mettre fin à la crise politique libanaise s'il n'y avait pas eu ce dialogue ? Je suis convaincu que non. Mais, dans ce cas également, cela ne nous empêche pas aujourd'hui d'agir résolument pour que cesse la répression cruelle et sans issue que le régime syrien inflige à son propre peuple.

On nous a aussi critiqués à propos des « printemps arabes ». Avons-nous mis trop de temps à prendre la mesure de ce qui se passait, notamment en Tunisie ? Sûrement. Avons-nous sous-estimé l'exaspération de ces peuples contre ces régimes autoritaires et, surtout, leur profond désir de liberté et de démocratie ? Oui, je le crois. Enfin, au nom de la stabilité, avons-nous fait preuve de trop de complaisance vis-à-vis de ces régimes oppressifs et corrompus ? Sans doute.

Mais il faut avoir l'honnêteté de dire que ces printemps arabes ont surpris tout le monde, à commencer par ceux qui les ont faits. Ajoutez que, dans le cas tunisien, l'ancienne puissance coloniale que la France se trouvait dans une position particulière, qui l'exposait plus que d'autres à un procès en ingérence. Mais, une fois de plus, la France a su prendre la mesure de ce grand mouvement en faveur de la liberté qui a balayé le monde arabe, en proposant d'accompagner le développement de la démocratie et de l'économie de ces pays dans le cadre du Partenariat de Deauville adopté lors du sommet du G8 sous présidence française.

Qu'il y ait eu des erreurs, c'est certain. Quand on agit, on prend toujours des risques, on se expose et

don y ait eu des erreurs, c'est certain. Quand on agit, on prend toujours des risques, on se expose. Mais c'est la seule façon d'apporter des réponses aux défis et aux problèmes. Nous n'en avons pas manqué.

P. I. Quel fut, au cours de ce premier mandat, le moment le plus émouvant sur le plan international ?

N. S. Je pourrais évoquer l'accueil que j'ai reçu à Tbilissi le 7 octobre dernier, plus de trois ans après le conflit entre la Géorgie et la Russie, où plus de 100 000 Géorgiens s'étaient rassemblés pour remercier la France d'être intervenue afin que cessent les combats et que la Géorgie reste un pays libre.

Mais c'est sans doute mon déplacement en Libye, en septembre, quelques jours seulement après la libération de Tripoli, qui a été le moment le plus émouvant. Je n'oublierai jamais cette joie partout palpable, cette atmosphère de libération, ces visages rayonnants, et la reconnaissance envers la France de ce peuple si courageux qui s'était soulevé pour sa liberté.

P. I. Certains observateurs ont vu dans l'intervention de la France en Côte d'Ivoire une ingérence dans les affaires intérieures de son ancienne colonie, un retour aux vieux réflexes. Un retour à cette époque où notre pays intervenait pour faire et défaire les présidents dans son pré carré africain

N. S. Ce n'est pas la France qui a choisi Alassane Ouattara, ce sont les Ivoiriens, dans le cadre d'élections libres, démocratiques et reconnues comme telles par l'ensemble de la communauté internationale notamment par les organisations régionales africaines.

Les forces françaises ne sont intervenues en Côte d'Ivoire que parce que les Nations unies nous l'ont expressément demandé. Nous l'avons fait en appui de l'ONU CI, la force des Nations unies sur place. Nous l'avons fait dans la stricte application des résolutions de l'ONU, en particulier la résolution 1975 qui exigeait l'arrêt de l'utilisation des armes lourdes contre les civils. Et notre action a eu pour seul objectif de protéger les populations civiles ivoiriennes contre l'utilisation de ces armes lourdes il faut le souligner par le camp Gbagbo.

Vous voyez que tout cela n'a rien à voir avec les interventions, d'une autre nature et d'un autre âge, auxquelles vous faites référence !

En Côte d'Ivoire, comme en Libye, a été mis en œuvre le principe que les Nations unies avaient adopté dès 2005 à la demande de la France, mais auquel elles n'avaient jamais donné de contenu concret : la responsabilité de protéger. C'est-à-dire l'idée que, quand une population civile est prise pour cible, quand les autorités du pays sont incapables de la protéger ou pire encore commettent elles-mêmes ces exactions, la communauté internationale doit venir en aide à cette population. C'est ce que nous avons fait en Libye comme nous l'avons fait en Côte d'Ivoire, dans le cadre d'un mandat de l'ONU. Et la France peut en être fière.

P. I. On vous a parfois reproché de ne pas avoir mis fin à la « Françafrique », comme vous l'aviez annoncé avant votre élection

N. S. Parler de « Françafrique » aujourd'hui n'a tout simplement plus aucun sens. Avec nos partenaires africains, nous avons fait le choix de moderniser en profondeur notre relation. Ce que nous voulons, et ce qu'ils attendent de nous, c'est une relation équilibrée, décomplexée et transparente, comme le montrent la renégociation de tous nos accords de défense et leur publication intégrale. C'est une relation fondée sur le respect et sur la franchise, qui place l'exigence de démocratie et de bonne gouvernance au cœur de notre partenariat. C'est une relation ouverte. Nos liens culturels et politiques avec l'Afrique francophone sont forts, notre effort de solidarité en sa faveur demeure entier. Mais la France n'a aucune prétention à l'exclusivité des liens avec les pays d'Afrique francophone. Ces pays s'ouvrent à de nouveaux partenaires et ils ont raison de le faire. La France, elle aussi, diversifie ses partenariats en Afrique : nous travaillons de plus en plus étroitement avec l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Éthiopie ou encore le Kenya.

L'exigence de modernisation et de partenariat se trouve également au cœur de la gestion de notre aide publique au développement. Au-delà de notre effort d'aide publique, que nous avons maintenu malgré la crise, nous avons inventé de nouvelles formes de soutien qui passent par le développement du secteur privé, car c'est la clé du décollage économique de l'Afrique. Et nous proposons que s'y ajoutent des financements innovants.

Telle est la réalité de nos relations avec l'Afrique aujourd'hui. Le reste n'est que pur fantasme. Ou malveillance. La France n'a qu'une voix, elle s'exprime à travers notre diplomatie. Les réseaux occultes, les intermédiaires douteux, tout cela n'existe plus. Ceux qui s'en réclament n'ont d'autre légitimité que celle que leur accordent parfois complaisamment les commentateurs.

P. I. Ne craignez-vous pas une émergence de l'islamisme dans certains des pays touchés par les printemps arabes ?

N. S. Ces printemps arabes sont d'abord une chance historique : pour ces pays, bien sûr, mais aussi pour la région et pour le monde. N'oublions pas que ces mouvements se sont créés au nom des valeurs universelles qui nous sont les plus chères : la liberté, la démocratie, la justice. Il ne faut pas en avoir peur, mais au contraire les accompagner et aider ces pays à réussir leurs transitions démocratiques.

Naturellement, le risque de dérive existe, il ne s'agit pas de le sous-estimer, encore moins de le nier. C'est la raison pour laquelle, sans ingérence, nous sommes fondés à dire sur quelles bases nous envisageons de coopérer en rappelant les principes auxquels nous sommes attachés et qui sont ceux que je répète au nom desquels ces révolutions ont été faites : le respect de la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité entre hommes et femmes, le respect des minorités, la liberté de conscience, la diversité culturelle et religieuse.

Mais ne faisons pas l'erreur de retomber dans ce faux dilemme où nous nous sommes trop longtemps laissé enfermer : entre dictature et intégrisme religieux ou entre liberté et stabilité. Avec Alain Juppé, nous sommes convaincus que la liberté est toujours préférable à l'absence de liberté. Nous pensons, aussi, qu'il n'y a pas de stabilité durable sans justice.

Beaucoup, y compris dans les pays concernés, s'inquiètent du succès des partis d'inspiration religieuse aux récentes élections. Mais l'enjeu des transitions démocratiques en cours, ce n'est pas tant la place des forces politiques qui revendiquent un lien fort avec l'islam. L'enjeu, c'est que ces partis respectent, comme d'ailleurs ils s'y sont engagés, les règles et les exigences de la démocratie, qui sont avant tout le respect de la minorité et l'acceptation de l'alternance.

Les nouveaux dirigeants vont se trouver confrontés à des problèmes considérables sur le plan économique et social. Les attentes en ces domaines sont également considérables. Au final, les peuples jugeront. Pour notre part, il n'y a pas lieu de faire des procès d'intention. Notre devoir est de continuer à aider et à accompagner ces peuples. D'abord, parce qu'ils ont eu le courage de se soulever pour choisir leur destin et, ensuite, parce que le développement de ces pays est dans notre intérêt : l'échec et le désespoir seraient de puissants facteurs de déstabilisation et d'émigration.

Ne jugeons pas trop vite ou trop sévèrement ce qui est en train de se passer et laissons aux nouveaux dirigeants le temps de faire leurs preuves. Construire la démocratie, ce n'est jamais une chose facile. Les régimes précédents avaient supprimé quasiment toute vie politique. Comment s'étonner que, face à ce vide politique laissé par des décennies d'autoritarisme, les partis religieux bénéficient en premier de la liberté retrouvée ? Ce sont pratiquement les seuls qui, dans la clandestinité, ont représenté l'opposition pendant cette longue période. Mais le temps fera son œuvre. D'autres partis trouveront leur place, et les peuples se forgeront un jugement sur les mérites des uns et des autres et sur leur capacité à régler les problèmes concrets.

N'oublions pas qu'en France, à partir de la Révolution, il a fallu plus d'un siècle pour consolider la démocratie. Dans le monde arabe, il y aura des déceptions, il y aura des épreuves, mais nous ne reviendrons pas sur le choix que nous avons fait de soutenir la démocratie. J'ajoute que la meilleure manière d'écartier le danger de l'extrémisme ou de la dictature, c'est d'aider ces pays à faire de ces printemps démocratiques une opportunité de développement économique et de progrès social.

C'est ce que nous avons fait en lançant, au sommet du G8 sous présidence française, le Partenariat de Deauville qui a permis de mobiliser la communauté internationale en faveur de la Tunisie et de l'Égypte et dans lequel nous avons, depuis, accueilli la Libye, mais aussi le Maroc et la Jordanie. Puisque j'évoque le Maroc, je tiens ici à rendre hommage au choix courageux et visionnaire du roi Mohamed VI qui a mené une transition démocratique pacifique à travers une

réforme profonde des institutions.

À tous ces pays, nous continuons, avec nos partenaires européens, à apporter une aide financière, technique et humaine pour les aider à réussir leurs transitions.

P. I. Les printemps arabes sont-ils, selon vous, une chance ou un risque pour les relations israélo-palestiniennes ?

N. S. Les printemps arabes ont montré que l'aspiration à la liberté et à la démocratie n'était pas moins forte dans le monde arabe qu'ailleurs. Cet appétit de liberté rend plus nécessaire que jamais un règlement du conflit israélo-palestinien : au moment où les peuples arabes reprennent en main leur destin, qui comprendrait que les Palestiniens continuent d'attendre indéfiniment un État ? La solution des deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité est la seule qui vaille, et c'est à l'évidence la meilleure garantie pour Israël d'une sécurité réelle et durable.

Et ne sous-estimons pas la sensibilité de plus en plus grande du monde arabe sur cette question, à laquelle des gouvernements désormais démocratiquement élus donneront naturellement un écho encore plus important.

Les réformes économiques, sociales, administratives, sécuritaires, mises en œuvre par le président Abbas et le premier ministre Fayyad pour construire les bases du futur État palestinien montrent que les Palestiniens sont des interlocuteurs légitimes, sérieux, fiables et qu'ils sont des partenaires pour la paix. Mais ces efforts restent fragiles et ils ne s'inscriront dans la durée que si leur objectif ultime d'un État palestinien est rapidement atteint. Il faut relancer les négociations de paix et les relancer vite.

P. I. Dans le conflit israélo-palestinien, quelles sont, à vos yeux, les concessions minimales que l'une et l'autre des parties en présence doivent consentir pour donner une chance à la paix ?

N. S. Tout le monde connaît les paramètres de la paix, qui ont été définis par la Feuille de route : deux États, avec Jérusalem comme capitale des deux États et l'État palestinien dans ses frontières de 1967 avec des échanges de territoires agréés et un règlement du sort des réfugiés dont la Ligue arabe a dit qu'il devrait se faire, lui aussi, à travers « une solution juste et agréée », c'est-à-dire agréée également par les Israéliens. Et un État d'Israël qui est légitimement attaché à sa sécurité et qui doit être pleinement accepté dans la région. Je le dis à tous mes interlocuteurs où qu'ils viennent : le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité au Moyen-Orient n'est pas négociable.

Ensuite, c'est aux Israéliens et aux Palestiniens et à personne d'autre de définir, ensemble, les compromis nécessaires pour avancer. Mais, pour cela, il faut que les discussions reprennent. L'impasse actuelle fait le jeu des extrémistes dans chaque camp. Mahmoud Abbas est un homme de paix et c'est avec lui que Benyamin Netanyahou devrait tout faire pour parvenir rapidement à un accord, car nul ne sait ce qui restera possible dans l'avenir.

P. I. Pourquoi la France a-t-elle finalement voté en faveur de l'entrée de la Palestine à l'Unesco ?

N. S. En septembre, devant les Nations unies, j'ai proposé que l'on travaille à une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU qui donnerait à la Palestine le statut d'État observateur.

Nous continuons de penser que ce statut constituerait une étape majeure, et légitime, vers la reconnaissance de l'État palestinien, sans pour autant créer les conditions d'une confrontation diplomatique stérile au Conseil de sécurité.

La France aurait préféré que la question de l'adhésion de la Palestine à l'Unesco fût posée après que l'Assemblée générale des Nations unies eut pu se prononcer. Mais puisque tel n'était pas le cas, et puisque la question était sur la table, il fallait répondre sur le fond à la question qui nous était posée.

Cette question était simple : la Palestine a-t-elle le droit de devenir membre de l'Unesco ? La Palestine a-t-elle vocation à rejoindre cette organisation dont l'objectif est de promouvoir une culture de paix ? Pour nous, la réponse était clairement oui. C'est aussi simple que cela.

C'était pour nous une question de cohérence : cohérence avec la position que nous avons exprimée en septembre à l'ONU et cohérence avec la conviction qui est la nôtre que le statu quo n'est pas tenable et cohérence avec nos efforts continus pour que les Palestiniens obtiennent enfin l'État auquel ils aspirent et auquel ils ont droit.

P. I. Ne pensez-vous pas que, si les organisations palestiniennes reconnaissaient la « légitimité de

P. I. Ne pensez-vous pas que, si les organisations palestiniennes reconnaissaient la « légitimité de l'existence d'un État juif en Palestine », il serait plus aisé de demander de vraies concessions aux Israéliens ?

N. S. Même si la diversité d'Israël et de sa population est une richesse, la France comprend et défend l'idée d'une solution fondée sur deux « États-nations » : l'État d'Israël pour le peuple juif, qui a droit à un État, dans le respect des droits des Israéliens non juifs et un État de Palestine pour le peuple palestinien.

P. I. Dans la négociation israélo-palestinienne, quel rôle attribuez-vous aux États-Unis, au Quartet, à l'Union européenne, à la France ? Diriez-vous que l'actuelle méthode de négociation est mauvaise ? En quoi ? Quel est, à cet égard, le schéma idéal ?

N. S. Aujourd'hui, le processus est en panne. Je ne blâme personne. Barack Obama a essayé, sincèrement, résolument. Il a réuni les parties à Washington en septembre 2010, il a prononcé un discours important sur les frontières de 1967 en mai dernier. Les États-Unis ont un rôle incontournable à jouer. C'est évident.

Mais il faut être pragmatique et réaliste : ni les États-Unis, en agissant seuls, ni le Quartet ne parviennent à sortir le processus de paix de lornière. Trop d'acteurs majeurs ont été laissés de côté jusqu'à présent, l'Europe et ses grands États en particulier.

Changer de méthode revient aussi à reconnaître qu'en fixant des préalables à la négociation on se condamne à l'échec. Il est évident qu'il ne pourra pas y avoir de paix durable sans l'arrêt de la colonisation israélienne et, de ce point de vue, la France a toujours condamné sans ambiguïté la colonisation, car elle est illégale et éloigne les chances de la paix. Mais faire de l'arrêt de la colonisation une condition des négociations, c'était faire un préalable de ce qui aurait dû être un enjeu de la discussion. Il ne doit pas y avoir de préalable. Ce qui est nécessaire, c'est un accord sur les termes de référence de la négociation. Ceux qui figurent dans la Feuille de route sont toujours valables et ils ont l'avantage d'avoir été validés unanimement par le Conseil de sécurité.

P. I. À terme, estimez-vous que le destin du régime de Bachar al-Assad est scellé ? Des sanctions internationales vous semblent-elles suffisantes pour en venir à bout ?

N. S. En s'obstinant à mépriser les aspirations de son peuple et en s'enfermant dans la voie d'une répression brutale, le régime syrien a perdu toute légitimité. Il est voué à disparaître, tôt ou tard. C'est ma conviction et c'est aussi l'expérience de ces derniers mois, de la Tunisie au Yémen, de la Libye à l'Égypte. C'est pourquoi, avec nos partenaires américains, britanniques, allemands et bien d'autres, nous avons estimé que Bachar al-Assad devait quitter le pouvoir.

Aujourd'hui, il est essentiel que l'ensemble de la communauté internationale envoie un même message de fermeté. L'Europe, les États-Unis et d'autres ont déjà adopté des sanctions très sévères contre le régime syrien. La Ligue arabe a condamné sa dérive sanguinaire en suspendant la Syrie, en prenant des sanctions inédites contre le régime et en envoyant des observateurs sur le terrain. Les rares soutiens dont il dispose encore au sein de la communauté internationale se délitent, ouvrant désormais la perspective d'une expression forte du Conseil de sécurité, à laquelle la France travaille activement depuis plusieurs mois. Car je veux le dire sans ambiguïté : le Conseil de sécurité a une responsabilité particulière, une responsabilité politique mais aussi morale. Celle de ne pas accepter l'acceptable, de ne pas tolérer l'intolérable, de refuser l'horreur. Face au martyre du peuple syrien, le silence est complice, le silence est coupable.

P. I. Quels sont les facteurs, selon vous, Monsieur le Président, qui distinguent les crises syrienne et libyenne quant à l'opportunité d'une intervention militaire internationale ?

N. S. L'intervention militaire ne peut être la réponse à toutes les crises, aussi graves soient-elles. Ce ne peut être qu'un ultime recours, envisageable quand toutes les autres voies ont été épuisées et se sont révélées inefficaces, et seulement si certaines conditions sont réunies. La différence fondamentale entre les deux crises ? C'est que le Conseil de sécurité, dans le cas de la Libye, s'était entendu pour donner mandat à la communauté internationale de tout mettre en œuvre, y compris des moyens militaires, afin de protéger le peuple libyen. C'était la résolution 1973. Or, parmi les valeurs auxquelles la France est indéfectiblement attachée, et qui conditionnent son engagement, en particulier militaire, il y a le respect de la légalité internationale.

Cela ne nous condamne pas pour autant à l'inaction. Comme je vous l'ai déjà dit, avec ses

partenaires européens mais pas seulement avec eux, la France a adopté au cours des derniers mois plusieurs trains de sanctions économiques dirigées contre le régime. Des sanctions dont les conséquences sont déjà bien réelles. D'autres, comme la Ligue arabe, nous ont emboîté le pas. C'est cette stratégie qu'il faut poursuivre. La France est prête à aller plus loin, avec l'Union européenne, si c'est le prix pour que le régime entende raison et accepte de se plier aux attentes de son peuple. Cette stratégie de sanctions va de pair avec le soutien politique déterminé que nous apportons, avec nos partenaires, à l'opposition syrienne. Celle-ci se structure et s'unifie peu à peu : elle veut être représentative de toutes les sensibilités et de toutes les communautés syriennes.

P. I. Faut-il exclure a priori l'hypothèse d'une intervention militaire contre les installations nucléaires iraniennes ?

N. S. Si l'Iran continue dans sa course insensée vers la bombe et persiste à menacer ses voisins, nous courons en effet le risque d'une intervention militaire. Nous savons que certains en Israël y pensent sérieusement, parce que c'est l'existence même du pays qui est en jeu.

Posons la question : une intervention militaire réglerait-elle le problème nucléaire iranien ? Non ! Ce serait l'inverse et ce serait pire : la guerre, le chaos au Moyen-Orient, le déchaînement des haines. Jamais la France n'encouragera un tel scénario.

Il faut tout faire pour éviter l'affrontement et convaincre l'Iran d'abandonner ses activités nucléaires illégales. Après le dernier rapport de l'AIEA, plus personne ne peut ignorer l'étendue de l'engagement iranien dans le nucléaire militaire.

Très tôt, avec nos partenaires européens et avec les États-Unis, nous avons fait le choix d'une stratégie fondée à la fois sur le dialogue et sur la fermeté. Dialogue, avec des offres de coopération ambitieuses, y compris sur le nucléaire civil, si l'Iran accepte de se conformer à ses obligations internationales. Fermeté, avec des sanctions de plus en plus dures, tant que le régime poursuit ses efforts pour se doter de l'arme atomique.

L'Iran ayant rejeté toutes les offres et multiplié les provocations, seule une extrême fermeté peut payer. Je crois à l'efficacité des sanctions pour convaincre les autorités iraniennes qu'elles ont tout à perdre en s'obstinant dans cette voie sans issue.

J'ai proposé en novembre des sanctions maximales : un embargo total sur les exportations de pétrole et le gel des avoirs de la Banque centrale iranienne. J'ai bon espoir de rallier nos partenaires européens sur cette ligne.

Une chose est sûre : nous ne devons pas laisser l'Iran se doter de l'arme nucléaire. Ma volonté à cet égard est inébranlable.

P. I. En tant que régime, la République islamique iranienne vous semble-t-elle inscrite dans la durée ?

N. S. Le peuple iranien mérite mieux que l'isolement auquel le condamne ce régime et la répression qui sabote encore chaque jour l'opposition. J'ai en mémoire les images et les récits tragiques de la répression à l'été 2009, un an avant le début des printemps arabes. Le peuple iranien est un grand peuple, son désir de liberté, de justice et de dignité est légitime. Les autorités iraniennes doivent l'entendre.

Mais qu'on me comprenne bien : l'objectif de la France et de la communauté internationale, ce n'est pas le changement de régime à Téhéran et c'est que le régime change et remplisse enfin ses obligations internationales, qu'il abandonne ses activités de prolifération illégales et qu'il fasse le choix de la coopération avec la communauté internationale.

P. I. Quelle est la véritable vocation de notre nouvelle base militaire aux Émirats arabes unis : contrer une menace iranienne ? Assurer notre approvisionnement en brut ?

N. S. Avec la base interarmées d'Abou Dhabi la première créée à l'extérieur du territoire national depuis cinquante ans, notre engagement stratégique dans le Golfe a pris une nouvelle dimension.

Bien sûr, nous étions déjà engagés dans cette zone : au lendemain de la guerre du Golfe, la France avait signé des accords de défense avec les principaux pays de la région. Mais, je le répète, avec cette base nous avons véritablement ouvert une nouvelle ère dans nos relations avec

l'ensemble de nos alliés dans le Golfe. La France montre ainsi qu'elle est prête à s'engager totalement aux côtés de ses alliés et qu'elle entend participer pleinement à la stabilité de cette aire stratégique pour l'équilibre du monde.

Stratégique par sa situation géographique au Moyen-Orient, entre monde arabe et Iran, dans une contrée traversée par des oppositions et des rivalités entre sunnites et chiites et stratégique, aussi, parce qu'elle concentre une grande partie des réserves énergétiques mondiales et stratégique, enfin, parce qu'il s'agit d'une zone troublée, où les menaces se multiplient : vous parlez du défi que représente la lutte contre la prolifération et vous pourriez ajouter celui de la lutte contre le terrorisme.

Face à ces menaces et à ces défis, la France est plus que jamais, grâce à la base d'Abou Dhabi, aux côtés de ses partenaires du Golfe. Tout comme nos partenaires du Golfe, les Émirats et le Qatar en particulier, ont été à nos côtés pour protéger le peuple libyen.

P. I. Les printemps arabes justifient-ils une relance de l'Union pour la Méditerranée ?

N. S. Les printemps arabes ont montré que la vision qui sous-tendait le projet d'Union pour la Méditerranée lors de son lancement était juste. Ils le rendent aujourd'hui possible.

Dès mon élection, j'avais décidé que la construction en Méditerranée d'un espace de coopération et de dialogue serait une priorité. Lancée en 2008 à l'initiative de la France, l'UpM a permis de mettre en œuvre des projets de coopération concrets comme le plan solaire méditerranéen, la dépollution de la Méditerranée, les autoroutes de la mer ou d'autres initiatives en matière universitaire.

Avec les printemps arabes, pour la première fois dans l'histoire, la liberté, les droits de l'homme, la démocratie, ces valeurs qui étaient au cœur des révolutions arabes, peuvent enfin triompher des deux côtés de la Méditerranée. C'est une occasion extraordinaire à saisir pour refonder l'UpM avec encore plus d'ambition, en allant beaucoup plus loin sur le volet politique. C'est ainsi que les peuples de la Méditerranée, ensemble, pourront enfin bâtir une destinée commune.

P. I. Comment analysez-vous le récent changement de cap de la diplomatie turque : quasi-rupture avec Israël, évolution plutôt anti-occidentale ? Avez-vous été surpris par la réaction turque à la proposition de loi visant à pénaliser la négation du génocide arménien ?

N. S. La Turquie est un grand pays doté d'une grande civilisation et c'est une diplomatie qui compte et qui, de par sa position singulière de pont entre l'Orient et l'Occident, peut jouer un rôle irremplaçable au service du dialogue et de la paix dans la région et au-delà. C'est par sa capacité à dialoguer avec tout le monde, y compris avec Israël, que la Turquie peut le plus peser sur le cours des choses et apporter sa contribution à la stabilité de la région.

S'agissant du génocide arménien, qui a fait 1 500 000 victimes en 1915, nous étions face à une question de principe : le devoir de mémoire devait-il céder devant la raison d'État ? Ma conviction, c'est que céder sur ses convictions est une lâcheté qui finit toujours par se payer. Je n'ignore pas le caractère éminemment sensible de cette question. Je sais bien, aussi, que la France n'a pas de leçons à donner et cela dit, elle n'a certainement pas à en recevoir ! C'est l'honneur de tous les pays de regarder leur histoire en face. La France a beaucoup fait en ce sens. Bref, je respecte la Turquie, mais la Turquie doit aussi respecter ses partenaires.

P. I. Le « modèle turc » vous semble-t-il adapté, comme on le dit souvent, aux nouveaux régimes issus du printemps arabe ?

N. S. Soyons logiques : au moment où la démocratie s'étend dans le monde arabe, ce n'est pas à un dirigeant étranger de dire si tel ou tel modèle est adapté aux uns ou aux autres. Votre question porte en réalité sur la compatibilité entre l'Islam et la démocratie, entre l'Islam et la modernité. C'est, pour moi, une évidence. De ce point de vue, l'expérience turque depuis Atatürk est remarquable.

Mais je crois que chaque pays est différent et doit définir son propre modèle, qui lui permettra de concilier la fidélité à sa culture avec les exigences de la démocratie et de l'État de droit. C'est tout l'enjeu des transitions démocratiques en cours dans les pays du printemps arabe et nous sommes à leurs côtés pour les y aider.

P. I. Plus de dix ans après les attentats du 11 Septembre, pourquoi la France est-elle encore engagée en Afghanistan ? Cela a-t-il encore un sens ?

engagée en Afghanistan : cela a-t-il encore un sens :

N. S. J'entends les appels au retrait, et ma réponse est simple : nous avons avec nos alliés et nos amis afghans une politique claire nous la suivons et des responsabilités claires nous les assumons. Nos alliés, ce sont les pays de l'Otan et les États-Unis en particulier. Personne en France n'a oublié, en tout cas je l'espère, l'attaque barbare du 11 Septembre et laide que les talibans ont apportée à ce fou de Ben Laden. Nous ne quitterons militairement l'Afghanistan qu'avec l'assurance 1°) que l'Al Qaïda ne peut plus y faire son nid pour lancer des attaques terroristes contre l'Occident et 2°) que les Afghans sont capables par eux-mêmes d'assurer la sécurité de leur territoire. Avec la mort de Ben Laden et l'affaiblissement d'Al Qaïda, cet objectif est devenu tout à fait réaliste et atteignable.

La France a des liens anciens avec l'Afghanistan et nous célébrerons cette année les 90 ans de nos relations diplomatiques. Ces liens d'amitié, ancrés dans l'Histoire, nous allons les pérenniser grâce au traité que je viens de signer avec le président Karzaï. Il permettra la poursuite de notre aide civile aux Afghans et constituera une sorte de signal dans la région. Celui-ci : la France, même lorsqu'elle aura retiré ses troupes, restera solidaire de ses amis afghans. Pour l'heure, les Afghans souhaitent que nous restions engagés à leurs côtés afin de les aider à assurer la sécurité jusqu'en 2014 et je dis bien les aider : la transition des responsabilités est bien engagée, de sorte que j'ai pu décider le retrait de 400 soldats au dernier et que nos soldats se concentrent désormais sur le soutien et la formation. Ces retraits vont se poursuivre, de façon graduelle, à mesure que nous constaterons que les capacités afghanes s'affirment. Nous resterons engagés à leurs côtés jusqu'à ce que le transfert soit complet en 2014.

Notre responsabilité, enfin, c'est la sécurité des Français. Je sais que certains ont du mal à comprendre que notre sécurité puisse se jouer aussi loin de nos frontières. C'est pourtant la réalité de notre monde et c'est même la rançon de la mondialisation. Les terroristes, mieux vaut les combattre là où ils se trouvent, en renforçant les défenses de nos partenaires en Afghanistan, en Afrique, au Moyen-Orient, plutôt que de subir leurs attaques chez nous. Face à ces menaces, je refuse que la France baisse la garde. Ce serait fuir nos responsabilités.

P. I. Trois questions complémentaires, Monsieur le Président : diriez-vous que vous avez, depuis votre élection, mis un terme à l'américanophobie rampante qui, traditionnellement, imprégnait notre diplomatie ? Peut-on parler d'une véritable « unité de destin » entre la France et les États-Unis ? Avec la montée en puissance des pays émergents, est-ce que les relations entre la France et les États-Unis ont changé ?

N. S. Il est vrai qu'une de mes priorités, après mon élection, a été de rétablir avec les États-Unis une relation de très grande confiance, qui avait été fragilisée par nos divergences sur le dossier irakien. Mais je crois qu'il est exagéré de parler d'« américanophobie » pour décrire la diplomatie française des dernières décennies. Prenez François Mitterrand : il avait développé une relation très étroite avec le président Reagan, puis avec le président Bush.

J'ai toujours assumé mon amitié pour les États-Unis, même au plus fort des tensions entre nos deux pays, parce que ma conviction, c'est que nous partageons avec les États-Unis une histoire et des valeurs communes. Nous appartenons à la même famille. La famille occidentale. Je revendique cette appartenance.

Quand nous sommes unis, nous pesons de façon décisive sur le cours des choses : le G20, les réformes face à la crise, la détermination totale face au nucléaire iranien, la transition en Afghanistan, l'accompagnement des printemps arabes, la Libye.

Cette convergence dans l'action est d'autant plus nécessaire qu'émergent de nouveaux pôles de puissance : la Chine, le Brésil, l'Inde. Leur affirmation est une bonne chose pour le monde, pour l'Europe et pour la France en particulier, qui a su nouer au cours des dernières années des partenariats stratégiques avec ces pays. Mais il est vrai que l'unité de l'Europe et celle de la famille occidentale sont plus nécessaires que jamais si nous voulons continuer de jouer les premiers rôles sur la scène internationale.

C'est ma conviction et c'est aussi, je crois, celle du président Obama. Il a développé une nouvelle vision de l'engagement américain dans le monde fondée sur le constat que l'Amérique ne peut tout faire toute seule, notamment sur le plan militaire, et que l'engagement de ses grands alliés

européens est un atout irremplaçable. On la vu en Libye, où cest la France, avec le Royaume-Uni, qui a pris la tête dune coalition internationale forte de 18 nations, avec le soutien américain. Ce partage des rôles est une bonne nouvelle pour l'Europe, qui doit être à la hauteur de ses responsabilités en maintenant son effort de défense.

P. I. On a beaucoup dit de Barack Obama quil était, de tous les présidents américains, celui qui sest le plus détourné de l'Europe. Partagez-vous ce sentiment ?

N. S. Absolument pas. Je le dis dautant plus facilement que, depuis trois ans, nous avons passé, avec le président Obama, un temps considérable à travailler sur tous les sujets, en particulier sur les réponses à apporter aux crises auxquelles le monde a été confronté. Chaque fois, le président Obama a fait du dialogue transatlantique et du renforcement des liens entre les États-Unis et l'Europe un élément majeur de son action.

Non seulement le président Obama sintéresse à l'Europe, mais je crois quil la comprend bien mieux quun certain nombre de ses prédécesseurs. Il a notamment compris que les grands alliés de l'Amérique peuvent jouer les premiers rôles quand ils en ont la volonté, comme on la vu en Libye.

P. I. En raison de la crise que traverse la zone euro, il est souvent question daller « plus loin dans l'intégration européenne ». Est-ce possible et, dans l'affirmative, jusquoù faut-il aller sans prendre le risque de perdre sa souveraineté ?

N. S. Face à la crise, nous devons choisir entre un retour en arrière, qui serait catastrophique pour tous, ou un effort pour aller vers davantage dintégration entre les États de la zone euro. Cest indispensable pour empêcher quune telle crise puisse se reproduire.

Cela passe, dabord, par un véritable gouvernement économique. Il est en train de se mettre en place avec des sommets réguliers : rendez-vous compte que, jusquau sommet que javais convoqué en octobre 2008, il ny avait eu aucune réunion des chefs dÉtat et de gouvernement de la zone euro ! Aujourdhui, tout le monde est daccord pour réunir ces sommets plusieurs fois par an afin de définir ensemble la politique économique de la zone. Cest essentiel, car avoir la même monnaie impose de faire converger nos politiques économiques au service de la croissance et de la compétitivité donc de lemploi.

Cela passe, ensuite, par une discipline budgétaire beaucoup plus stricte. Dans une union monétaire, les dérives des uns ont un impact chez les autres. Pour éviter ces dérives, chaque pays devra se doter dune règle dor dans sa Constitution et si un dérapage a lieu malgré tout en dautres termes, si le déficit dépasse 3 % , alors les sanctions doivent devenir beaucoup plus automatiques.

Cela passe, enfin, par une solidarité qui fonctionne. Rien navait été prévu sur ce point dans le traité de Maastricht : nous avons dû tout inventer dans lurgence. En tout cas, nous lavons fait et cest ce qui a permis de venir en aide à la Grèce, à lIrlande et au Portugal. Aujourdhui, nous sommes en train de nous doter dun véritable Fonds monétaire européen (le futur Mécanisme européen de stabilité) qui sera doté dun capital propre et dune capacité totale de 500 milliards deuros. Il pourra décider à la majorité qualifiée et sera une véritable force de frappe financière pour défendre la zone euro.

Cest donc une réelle refondation de la zone euro qui est en cours. Cest ce que la France et l'Allemagne ont proposé à leurs partenaires européens et cest ce qui a été décidé par 26 des 27 États membres lors du Conseil européen du 9 décembre 2011. Il faudra un nouveau traité, qui devra être signé dès le mois de mars. Ce traité, qui sera intergouvernemental, permettra de franchir une nouvelle étape dans la construction européenne, celle de lintégration de la zone euro.

Avec cet accord, cest l'Europe politique qui se met en marche, celle où les chefs dÉtat et de gouvernement prennent leurs responsabilités et fixent le cap. Nous allons donc vers plus dintégration, mais pas moins de souveraineté : au contraire, dans le monde qui est le nôtre, la véritable souveraineté ne peut sexercer dans lisolement, mais ensemble, avec nos partenaires européens.

L'Europe, ce nest donc pas moins de souveraineté. L'Europe, cest plus de souveraineté parce que

cest une plus grande capacité à agir.

P. I. Dans un monde dominé par les États-continentaux que sont la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie ou les États-Unis, l'échelon européen est-il encore pertinent ?

N. S. Bien sûr ! Plus que jamais même. Je vous rappelle qu'ensemble les 27 pays de l'Union européenne représentent la première économie mondiale.

L'émergence de nouvelles grandes puissances comme la Chine, le Brésil ou l'Inde, n'est certainement pas en soi une menace pour l'Europe, au contraire. Mais elle doit conduire les Européens à renforcer leur cohésion et leur compétitivité.

La leçon des dernières années, c'est que, quand l'Europe veut, l'Europe peut. La présidence française de l'Union européenne en 2008 en a été l'illustration concrète. Face à la crise bancaire née de la faillite de Lehman Brothers, c'est l'Europe qui a montré le chemin : c'est le plan bancaire européen, adopté au sommet de la zone euro d'octobre 2008 et dont les principes ont été repris par tout le monde, y compris les États-Unis, qui a permis d'éviter l'effondrement du système bancaire mondial. C'est encore l'Europe qui, par la voix de la France, a demandé une réponse mondiale coordonnée à la crise économique, ce qui a donné le premier sommet du G20 à Washington.

Lors des sommets du G20, à Londres, à Pittsburgh et ailleurs, c'est toujours l'Europe, et en particulier le couple franco-allemand, qui a porté le plus haut niveau d'ambition en matière de régulation et de moralisation du capitalisme.

P. I. Les Américains souhaitent que le yuan soit réévalué. Ne pensez-vous pas qu'il serait dans l'intérêt tant de la France que de l'Europe de s'associer fortement à cette demande ?

N. S. Je vous rappelle que c'est la France qui a proposé et obtenu que les questions monétaires soient mises au cœur des travaux du G20. Cela n'a pas été chose facile. Je me souviens encore des réserves pour dire le moins avec lesquelles ma proposition avait alors été accueillie. C'était avant que la crainte d'une véritable « guerre des monnaies » conduise nos partenaires à reconnaître que ce sujet était non seulement légitime, mais incontournable.

Mais, au lieu de montrer du doigt et de stigmatiser les uns ou les autres, j'ai proposé d'ouvrir une réflexion en profondeur sur la réforme globale du système monétaire international. À l'initiative, nous avons préféré un dialogue inclusif, auxquels les Chinois ont pleinement pris part, au point d'organiser chez eux, à Nankin, le séminaire du G20 consacré à cette réforme.

Au total, la présidence française du G20 a permis des avancées considérables, qui se sont concrétisées au sommet de Cannes en novembre.

L'ensemble des pays du G20 se sont engagés à progresser vers des régimes de taux de change flexibles, afin que le niveau de leur monnaie reflète mieux les fondamentaux des économies. Le G20 de Cannes a, aussi, posé les bases d'une évolution du système monétaire afin que celui-ci prenne mieux en compte le poids des monnaies des grands pays émergents, comme la Chine. La conséquence de toutes ces mesures, c'est que le yuan chinois va progressivement s'internationaliser, devenir plus flexible et donc s'apprécier.

Par le dialogue et la concertation, nous sommes ainsi parvenus à poser les bases d'une réforme qui rendra le système monétaire plus efficace, plus fort et plus juste. Cette réforme permettra d'éviter, à l'avenir, que certains soient tentés de manipuler leur monnaie pour renforcer injustement leur compétitivité au détriment des autres.

P. I. Le « non » des Français au référendum sur le projet de traité constitutionnel, en 2005, pèse-t-il encore sur l'image et sur l'influence de la France en Europe et, plus spécifiquement, en Allemagne ?

N. S. Les initiatives prises par la France et l'Allemagne au cours des derniers mois montrent qu'il n'en est rien. Dès le mois de mai 2007, la France a proposé un traité simplifié qui a mis fin au blocage institutionnel dans lequel l'Europe se trouvait depuis plus de dix ans. Le traité de Lisbonne n'est sans doute pas parfait, mais il a permis d'adapter les institutions à une Europe qui compte aujourd'hui 27 membres, notamment en mettant un président stable à la tête du Conseil européen et en généralisant le vote à la majorité qualifiée et la codécision. N'oublions pas que c'est grâce au traité de Lisbonne que la zone euro a disposé d'une base juridique qui lui a permis de prendre, au cours des derniers mois, une série de mesures majeures pour répondre à la crise

prendre, au cours des derniers mois, une série de mesures majeures pour répondre à la crise. Aujourd'hui, il faut aller plus loin et mais, sans les progrès qui ont été réalisés avec le traité de Lisbonne, nous aurions été dans une situation plus difficile encore.

Au-delà de ces questions institutionnelles, ce qui compte, c'est la politique que mène l'Europe. C'est parce qu'ils n'en étaient pas satisfaits qu'une majorité de Français avaient voté non au référendum de 2005. Depuis 2007, je n'ai eu de cesse d'agir, avec nos partenaires et avec les institutions européennes, pour que l'Europe soit plus forte et moins naïve.

Je pense, évidemment, à tout ce que nous avons fait pour mettre en place un véritable pilier économique, à côté du pilier monétaire, doté d'un véritable gouvernement économique capable d'agir au service de la croissance et de la compétitivité.

Je pense à toutes les mesures qui ont été adoptées pour définir au niveau des 27 une réglementation exigeante pour le secteur financier.

Je pense à la lutte contre l'immigration clandestine, sujet dont l'Europe ne se préoccupait pas, ou si peu, et qui est aujourd'hui reconnu comme une priorité par les États européens. C'est à la France que l'on doit les initiatives qui ont conduit à la réforme de l'espace Schengen la suppression des frontières intérieures n'est viable, en effet, que si les frontières extérieures sont efficacement gardées.

Je pense au rééquilibrage de la politique commerciale : c'est de haute lutte que la France a obtenu que le Conseil européen fixe, en septembre 2010, le principe de réciprocité comme une exigence fondamentale de l'Europe dans son dialogue avec ses grands partenaires.

Je pense à la Politique agricole commune. On nous disait quelle était dépassée et condamnée. Nous l'avons défendue avec succès, au point que la Commission elle-même a proposé de maintenir son budget jusqu'en 2020.

Pour toutes ces raisons, je crois qu'il ne viendrait à l'idée de personne de contester que la France a repris toute sa place au cœur de l'Europe, une Europe que nous avons contribué à rendre plus forte et plus protectrice.

P. I. Le retour de la France dans l'Otan devait, dans votre esprit, permettre l'affirmation d'un réel « pilier européen » au sein de l'Alliance atlantique. Êtes-vous, sur ce point, satisfait des résultats obtenus ?

N. S. Oui, et il suffit pour s'en convaincre de regarder ce qui s'est passé en Libye où, pour la première fois depuis 1949, l'Otan s'est mise au service d'une coalition emmenée par deux pays européens : la France et le Royaume-Uni. Cela n'aurait pas été possible si la France n'avait pas repris sa place dans les structures de l'Alliance. Quelle différence avec la situation dans les Balkans, il y a quinze ans à peine : les Européens avaient dû, à l'époque, quémander l'aide des États-Unis pour rétablir la paix aux portes de l'Europe !

Franchement, que n'avons-nous pas entendu, avec le gouvernement, lorsque nous avons pris la décision de reprendre toute notre place dans l'Otan ! Fin de la politique d'indépendance nationale, alignement sur les États-Unis, renoncement à une défense européenne...

Voici la réalité : à l'Otan, la France est désormais respectée et là où elle n'était perçue par les autres que comme une force de blocage, elle est aujourd'hui force de proposition et d'action. Je pense bien sûr à la Libye et mais n'est-ce pas la France qui, dès 2008 au sommet de Bucarest, a proposé à ses alliés la stratégie de transition en Afghanistan et de transfert des responsabilités aux Afghans ? N'avons-nous pas, avec Angela Merkel, mis nos priorités à l'ordre du jour de l'Otan lors du sommet de Strasbourg-Kehl en 2009 : la réforme des commandements, la coopération avec la Russie, la prise en compte des nouvelles menaces ?

Sur la défense européenne, il est temps que la naïveté et les bonnes paroles cessent de servir de guide à la politique des Européens. J'avais fait de ce chantier une priorité de la présidence française de l'Union, en engageant l'Europe à prendre de nouvelles responsabilités en Géorgie pour consolider le cessez-le-feu et en Somalie pour lutter contre les pirates et, surtout, en élaborant une feuille de route pour un renforcement des capacités militaires. Sur ce point, la France a fait plus que sa part en nouant, avec les accords de Lancaster House, un partenariat d'une ampleur tout à fait nouvelle avec le Royaume-Uni, que nous allons poursuivre résolument. Quant aux autres pays, il ne m'a pas échappé qu'ils traversent des difficultés financières, mais la crise devrait

être une incitation supplémentaire à mutualiser davantage nos moyens. Il ne peut pas y avoir de défense européenne sans de vraies capacités militaires et sans une volonté collective de les employer.

P. I. Comme vous le savez, Helmut Kohl a récemment reproché à Mme Merkel d'être trop hésitante, et même de manquer de courage, dans sa politique européenne. Quelle réaction ce jugement vous inspire-t-il ? Quelle est votre vision de la relation franco-allemande ?

N. S. J'ai beaucoup de respect pour Helmut Kohl, pour l'œuvre historique qu'il a accomplie à la tête de l'Allemagne et au service de la construction européenne. Mais chaque époque a ses exigences. Aujourd'hui, l'Europe doit faire face à une crise économique sans précédent depuis celle de 1929. Nous devons affronter cette crise en préservant la monnaie unique, qui est la clé de voûte de la construction européenne et la garantie de la prospérité des Européens, tout en réformant profondément l'équilibre fixé par le traité de Maastricht. Nous le faisons en étroite entente avec la chancelière Merkel.

La France et l'Allemagne ont un rôle unique à jouer en Europe. Nos deux pays ont l'impérieuse nécessité de se mettre d'accord pour permettre à la construction européenne de progresser. C'est sur la réconciliation franco-allemande que s'est bâtie la construction européenne, depuis le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Aujourd'hui, c'est notre responsabilité commune avec la chancelière Merkel. Nous n'avons pas le droit de ne pas nous entendre et moins encore de nous livrer à quelque polémique que ce soit. C'est notre devoir, c'est de travailler ensemble pour bâtir les compromis qui font avancer l'Europe. Nous le devons à nos concitoyens.

Vous laurez compris, Angela Merkel est bien davantage pour moi qu'une partenaire indispensable : c'est une femme d'État pour qui j'ai une profonde admiration et, si elle me le permet, une grande amitié.

Je voudrais ajouter un dernier mot sur l'Allemagne : certains me reprochent d'être trop tourné vers ce pays. Cette critique me semble étrange. D'abord, parce que l'Allemagne et la France ont en commun une histoire qui nous impose de travailler étroitement ensemble. Ensuite, parce que l'Allemagne est notre premier partenaire. Enfin, parce que c'est le pays qui, aujourd'hui, a la croissance la plus forte et le chômage le plus réduit en Europe, grâce aux réformes courageuses lancées par Gerhard Schröder et prolongées par Angela Merkel. Tout n'est pas parfait, naturellement, mais au nom de quoi faudrait-il s'interdire de s'inspirer de ce qui fonctionne ?

D'autant que cette réussite repose sur des principes simples : l'innovation permanente, le goût de l'effort, l'amour du travail bien fait. Ces atouts, ce sont aussi les nôtres à condition de mener une politique qui les valorise : nous avons commencé à le faire au cours des quatre années écoulées. C'est pour toutes ces raisons que je suis déterminé à approfondir la convergence franco-allemande : pour nous inspirer du meilleur de chaque pays et pour bâtir ensemble, au cœur de l'Europe, un socle économique sans équivalent dans le monde.

P. I. Monsieur le Président, pensez-vous que votre bilan diplomatique peut contribuer à assurer votre réélection en mai 2012 ? En d'autres termes, un bilan positif en politique étrangère peut-il « faire la différence » à une élection présidentielle ?

N. S. On dit souvent que la politique étrangère peut faire perdre une élection, jamais la faire gagner. Je ne sais pas si c'est vrai et, pour tout dire, je ne m'en préoccupe pas. Je concède volontiers que nous aurions parfois pu faire mieux ou différemment. Mais je crois aussi qu'il y a un mérite que l'on ne peut nous enlever : celui d'avoir eu la volonté d'agir, et d'avoir effectivement agi, face aux défis et aux bouleversements sans précédent auxquels notre pays et le monde ont été confrontés. Au fond, au cours de ces cinq dernières années, la France a été fidèle à ses valeurs et à sa tradition, en refusant de subir l'histoire. Au contraire, elle a contribué à l'écrire. De cela, j'espère que les Français se sentent fiers.